

EUROmad + 2026 - Sommet UE/OTAN sur la défense et la sécurité en Europe



“Comment l’Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ? ”

Commissaires : Nina SENEGAS, Lilia BOUHOUT, Mathias DA SILVA GENIN

SOMMAIRE :

I) INTRODUCTION.....	3
A. Présentation du contexte géopolitique récent.....	3
B. L'importance stratégique de l'autonomie européenne.....	4
C. Les défis de la solidarité transatlantique.....	4
II) BILAN HISTORIQUE DES AVANCÉES ET DES ENJEUX DE LA DÉFENSE AUTONOMES DE L'UNION EUROPÉENNE.....	6
A. Les avancées depuis la fin de la guerre froide et la fin de la seconde guerre mondiale.....	6
B. Depuis l'Europe (construction d'outils après la création de l'UE).....	7
C. La situation actuelle.....	9
III. OBSTACLES BUDGÉTAIRES, INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES.....	10
A. Budgets militaires inégalement répartis et coordination difficile.....	10
B. Comparaison avec les dépenses militaires américaines.....	11
C. Limites du budget européen commun pour la défense.....	11
D. Dépendance envers l'industrie et la technologie américaines.....	12
IV. DONNÉES ET ENJEUX CONTEMPORAINS.....	14
A. Évolution des menaces et nécessité d'une autonomie accrue.....	14
B. Défis de mutualisation des efforts (PESCO, Facilité européenne de paix).....	14
C. Opinion publique européenne face à la défense autonome.....	15
V. Complémentarité ou concurrence: quel avenir pour la relation UE-OTAN ?.	17
A. Une autonomie bénéfique pour la sécurité collective.....	17
B. Les risques de fragmentation et de fragilisation de l'Alliance.....	19
VI) BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE.....	21

I) INTRODUCTION

A. Présentation du contexte géopolitique récent

L'Europe est confrontée à une série de crises qui remettent en cause sa sécurité et son autonomie stratégique :

Guerre en Ukraine : Depuis l'invasion russe de 2022, l'Union européenne (UE) est victime d'un conflit armé à ses frontières, révélant sa dépendance à l'OTAN et aux États-Unis pour l'assistance militaire et le renseignement. Le retrait du Royaume-Uni en 2021, avec le Brexit, a affaibli la capacité européenne de défense collective, tandis que les interventions militaires françaises au Sahel ont mis en lumière les limites opérationnelles des armées européennes sur des théâtres étendus. (L'armée française au Mali par exemple)

Tensions en Méditerranée : Les différends entre la Turquie et la Grèce, la guerre civile en Libye et l'instabilité au Moyen-Orient, entre Israël notamment et les autres pays du golf. Ces conflits obligent l'Europe à surveiller ses voisins ainsi que ses frontières .

Cybermenaces : Les attaques massives ciblant les institutions, infrastructures critiques et entreprises européennes, souvent attribuées à la Russie, la Chine ou l'Iran, montrent la vulnérabilité concrète de l'Europe. Ainsi qu'une vulnérabilité qu'a l'Europe dans l'imaginaire de certaines grandes puissances. Donald Trump dit : “*s'ils ne payent pas je ne les défendrai pas*”. Comme si ces derniers étaient incapables de se défendre eux même.

Instabilité en Afrique : Les coups d'État au Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso) et la multiplication des groupes armés liés à Al-Qaïda ou Daech, ajoute à ça la présence de la milice Wagner, menacent les intérêts européens, notamment français.

B. L'importance stratégique de l'autonomie européenne

L'UE promeut de plus en plus l'idée d'une autonomie stratégique, afin de réduire sa dépendance à l'OTAN et aux États-Unis.

Discours français: La France défend le projet d'une « Europe de la défense », capable de protéger ses intérêts. Et elle a amené le projet de « boussole stratégique » adoptée en 2022, pour orienter les priorités de sécurité.

Initiatives européennes :

- PESCO(Coopération structurée permanente, 2017) : 25 États membres collaborent sur des projets communs (cybersécurité, drones, mobilité militaire).
- Fonds européen de défense (FED) : 8 milliards d'euros (2021-2027) pour renforcer l'industrie de défense.
- Opérations extérieures : Atalante (lutte contre la piraterie au large de la Somalie), EUTM Mali (formation des forces locales).

C. Les défis de la solidarité transatlantique

Malgré ces avancées, l'Europe reste divisée, tant en interne qu'avec les États-Unis.

Dépendance militaire : L'OTAN, dominée par les États-Unis (70 % des capacités militaires), reste le pilier de la sécurité européenne, notamment face à la Russie.

Positions divergentes : Les pays d'Europe de l'Est (États baltes et Pologne) privilégient la protection américaine et craignent qu'une autonomie européenne affaiblisse le lien transatlantique. Par exemple, récemment la Pologne a acquis des F-15 américains.

Les pays d'Europe de l'Ouest : (France, Allemagne, Pologne) plaident pour une défense plus indépendante. On peut noter la position paradoxale de la France, qui met en avant une défense européenne. Mais qui refuse de partager son siège au conseil de sécurité de l'ONU. Comme l'avait demandé l'Allemagne.

Rôle des États-Unis : Depuis le retour de Donald Trump, Washington exige une Europe plus autonome et une hausse des dépenses de défense à 3 % du PIB pour chaque pays membre de l'OTAN.

Montée du nationalisme : Certains États privilégient des solutions nationales, au détriment de la coopération européenne. Cette montée du nationalisme amène avec elle un euroscepticisme. On peut par exemple prendre l'exemple de l'Italie, qui se tourne vers la Chine autour de partenariats technologiques. Faisant donc ainsi cavalier seul. En faisant le pays avant l'alliance européenne.

II) BILAN HISTORIQUE DES AVANCÉES ET DES ENJEUX DE LA DÉFENSE AUTONOMES DE L'UNION EUROPÉENNE

A. Les avancées depuis la fin de la guerre froide et la fin de la seconde guerre mondiale

Centralité structurante de l'OTAN après 1949

À partir de sa création en 1949, l'OTAN s'impose comme l'architecture centrale de la sécurité du bloc occidental. Face à la menace soviétique, la défense du continent européen est pensée avant tout dans un cadre atlantique, reposant sur l'intégration militaire, la planification stratégique commune et surtout sur le parapluie nucléaire américain. Les doctrines, les capacités et les priorités de défense des États membres sont largement définies par l'Alliance, ce qui limite l'émergence de stratégies militaires autonomes en dehors du cadre otanien.

Organisation militaire dominée par les États-Unis

L'OTAN fonctionne selon une logique où les États-Unis jouent un rôle moteur, tant sur le plan stratégique que capacitaire. La dissuasion nucléaire, les moyens de projection, le renseignement et les systèmes de commandement sont majoritairement américains. Les alliés européens, bien que disposant de forces nationales, s'inscrivent avant tout dans une organisation collective dirigée par Washington, ce qui renforce une dépendance structurelle à l'égard des capacités américaines.

Fragmentation industrielle au sein de l'espace otanien

Malgré l'existence d'un cadre militaire intégré, les industries d'armement des États membres de l'OTAN restent largement nationales et concurrentes. Chaque pays développe ses propres équipements et doctrines, ce qui entraîne des redondances capacitives, des surcoûts et des difficultés d'interopérabilité au sein même de l'Alliance. Cette fragmentation contraste avec l'unité stratégique affichée par l'OTAN et limite l'efficacité opérationnelle collective.

Autonomies nationales sans remise en cause de l'OTAN

Certaines puissances alliées, notamment la France et le Royaume-Uni à partir des années 1960, cherchent à préserver une autonomie stratégique, en particulier dans le domaine nucléaire. Toutefois, ces choix restent compatibles avec l'appartenance à l'OTAN et ne débouchent pas sur une alternative collective crédible à l'Alliance. L'OTAN demeure ainsi le cadre de référence incontournable de la sécurité occidentale, même lorsque certains États tentent d'affirmer une marge d'indépendance.

B. Depuis l'Europe (construction d'outils après la création de l'UE)

Émergence d'outils européens dans un cadre compatible avec l'OTAN (années 2010–2020)

Depuis les années 2010, les États membres de l'OTAN appartenant à l'Union européenne ont progressivement développé des instruments communs de défense, non pas pour concurrencer l'Alliance atlantique, mais pour renforcer leur contribution à celle-ci. La Coopération structurée permanente (PESCO), lancée en 2017, vise avant tout à améliorer les capacités militaires des alliés européens afin de combler certaines lacunes identifiées au sein de l'OTAN. De même, le Fonds européen de défense (EDF) soutient la recherche et le développement capacitaire dans une logique d'interopérabilité et de standardisation compatibles avec les exigences otaniennes. La Boussole stratégique adoptée en 2022 s'inscrit dans cette continuité en cherchant à clarifier la contribution européenne à la sécurité collective, sans remettre en cause la primauté de l'OTAN..



Coalitions de volontés au service du pilier européen de l'OTAN

En parallèle des cadres institutionnels de l'UE, la montée en puissance de coopérations bilatérales ou restreintes, notamment franco-allemandes, répond à une logique pragmatique largement encouragée au sein de l'OTAN. Ces coalitions permettent d'accélérer le développement de capacités militaires là où l'unanimité est difficile à atteindre, tout en renforçant le « pilier européen » de l'Alliance. Elles ne

constituent pas une alternative stratégique à l'OTAN, mais un moyen pour certains alliés de mieux remplir leurs engagements au sein de celle-ci.

Affirmation explicite de la complémentarité OTAN-UE

Tout au long des années 2010 et 2020, les discours officiels européens insistent sur le fait que les initiatives de défense de l'UE ne visent pas à se substituer à l'OTAN. L'Union cherche plutôt à développer des capacités spécifiques – gestion de crise, logistique, cyberdéfense, mobilité militaire ou interventions civilo-militaires – qui viennent compléter le dispositif otanien. Cette approche répond aux attentes américaines d'un partage plus équilibré du fardeau de la défense, tout en maintenant l'OTAN comme cadre central de la dissuasion et de la défense collective.

Programmes capacitaires européens intégrés à l'écosystème otanien

Les grands projets industriels européens lancés ou poursuivis au cours de cette période s'inscrivent également dans une logique de renforcement des capacités de l'OTAN. Des programmes comme le Future Combat Air System (FCAS), mené par la France, l'Allemagne et l'Espagne, ou l'Eurofighter Typhoon, développé par plusieurs alliés européens, visent à moderniser les flottes aériennes de l'Alliance. Les avions de transport et de ravitaillement tels que l'A400M Atlas ou l'A330 MRTT améliorent la projection et la soutenabilité des forces otaniennes. Les projets de drones (Eurodrone, European MALE RPAS), de missiles de nouvelle génération (Future Cruise Missile) ou encore l'initiative allemande European Sky Shield Initiative (ESSI) répondent directement aux priorités capacitaires identifiées par l'OTAN, notamment en matière de supériorité aérienne, de renseignement et de défense aérienne intégrée.



C. La situation actuelle

Choc stratégique et recentrage sur la défense collective de l'OTAN (depuis 2022)

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 constitue un tournant majeur pour l'OTAN. Elle confirme le retour d'une menace militaire conventionnelle de haute intensité sur le continent européen et valide les analyses stratégiques de l'Alliance depuis 2014. Pour de nombreux alliés européens, ce conflit agit comme un révélateur de vulnérabilités capacitives accumulées depuis la fin de la Guerre froide, renforçant la nécessité de réinvestir massivement dans leurs armées afin de remplir leurs engagements au sein de l'OTAN.

Mobilisation financière massive au service du pilier européen de l'OTAN (2025)

Dans ce contexte, l'annonce en mars 2025 d'un plan visant à mobiliser jusqu'à environ 800 milliards d'euros s'inscrit principalement dans une logique de renforcement de la contribution européenne à l'Alliance atlantique. Cette enveloppe agrège des hausses de budgets nationaux conformes aux objectifs de dépenses de l'OTAN, des instruments financiers européens facilitant les achats conjoints et un soutien accru aux chaînes d'approvisionnement industrielles. L'objectif central n'est pas de créer une défense indépendante, mais d'accélérer la modernisation des capacités, la reconstitution des stocks de munitions, la soutenabilité logistique et la résilience industrielle, autant de domaines identifiés comme critiques par l'OTAN.

Débats stratégiques internes à l'espace otanien : autonomie ou cohérence de l'Alliance

Cette dynamique ravive cependant des tensions au sein du monde atlantique. Certains responsables politiques et militaires, y compris au sein de l'OTAN, mettent en garde contre le risque de voir émerger des structures parallèles susceptibles de fragmerter l'Alliance. La crainte porte sur la duplication inutile de capacités, la dispersion des effectifs et l'affaiblissement de chaînes de commandement claires en cas de crise majeure. Dans cette perspective, l'OTAN insiste sur la nécessité de préserver l'unité stratégique et l'interopérabilité comme priorités absolues.

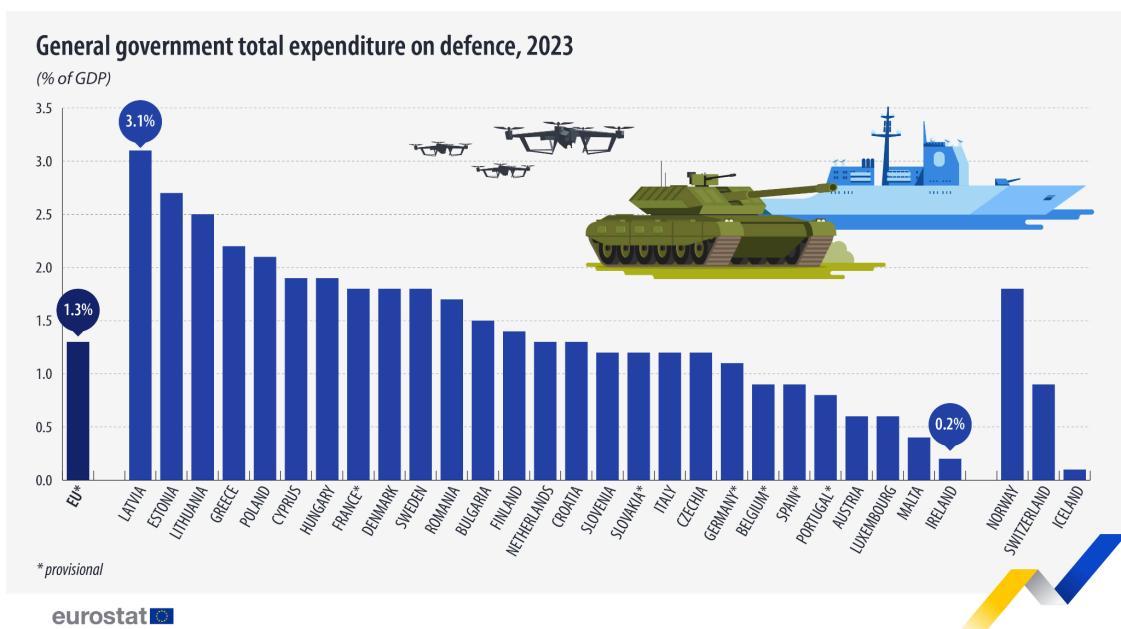
Dépendance capacitaire et industrielle vis-à-vis des États-Unis

Enfin, les débats actuels soulignent la dépendance persistante de nombreux alliés européens à l'égard des capacités américaines, en particulier dans les domaines aérien, technologique et logistique. L'acquisition massive de systèmes américains, tels que le chasseur F-35, renforce l'interopérabilité otanienne mais suscite aussi des interrogations sur la marge de manœuvre opérationnelle des États acheteurs. La dépendance à des chaînes de maintenance, à des logiciels et à des autorisations d'emploi contrôlés par Washington alimente un débat sensible au sein de l'Alliance : comment renforcer la cohésion et l'efficacité de l'OTAN tout en réduisant certaines dépendances critiques sans affaiblir le leadership américain.

III. OBSTACLES BUDGÉTAIRES, INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

A. Budgets militaires inégalement répartis et coordination difficile

Un des premiers problèmes pour construire une vraie défense européenne est que les budgets militaires ne sont pas du tout les mêmes d'un pays à l'autre. Certains pays, comme la France, la Pologne ou la Grèce, investissent beaucoup dans leur armée, car pour eux la sécurité est une priorité nationale. Mais d'autres pays, comme l'Espagne ou l'Italie par exemple, consacrent une part plus faible de leur richesse nationale à la défense, parce qu'ils ont d'autres priorités économiques ou sociales.



% du PIB consacré à la défense, (source : Eurostat, 2023)

L'OTAN demande pourtant à ses membres de dépenser environ 2 % de leur PIB pour l'armée. Mais en réalité, seule une minorité de pays européens atteint ou dépasse ce chiffre. Cela provoque un déséquilibre : certains États prennent leurs responsabilités et financent largement leur sécurité, tandis que d'autres profitent surtout de la protection collective sans faire les mêmes efforts.

À cela s'ajoute le fait que chaque pays dépense en fonction de ses propres priorités stratégiques. Par exemple, les pays proches de la Russie, comme la Pologne ou les pays baltes, veulent surtout se protéger d'une éventuelle attaque russe et

concentrent donc leur budget sur ce danger. En revanche, les pays du sud, comme l'Italie, l'Espagne ou la Grèce, pensent surtout à la Méditerranée, aux migrations et aux tensions avec certains pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient. Cette diversité de priorités empêche de construire une vision commune. Au final, les pays dépensent beaucoup, mais sans réelle coordination, ce qui limite l'efficacité de l'ensemble.

B. Comparaison avec les dépenses militaires américaines

La comparaison avec les États-Unis montre encore plus clairement les faiblesses de l'Europe. Le budget militaire américain dépasse aujourd'hui les 800 milliards de dollars par an, ce qui représente presque 40 % de toutes les dépenses militaires dans le monde. À côté, même si on additionne les budgets militaires de tous les pays de l'Union européenne, le total reste bien inférieur. Cette différence énorme a des conséquences concrètes : les États-Unis possèdent plus de soldats, plus de matériel moderne et une capacité à intervenir partout dans le monde très rapidement. Ils disposent de porte-avions, de forces aériennes sophistiquées et de moyens logistiques gigantesques. L'Europe, en comparaison, n'a pas de moyens équivalents. Elle peut certes défendre son territoire, mais elle est beaucoup plus limitée quand il s'agit d'envoyer des troupes loin ou de maintenir une opération militaire de longue durée.

Cette situation montre que l'Union européenne reste dépendante des États-Unis pour sa sécurité. Sans l'aide militaire américaine, l'Europe aurait beaucoup de mal à se défendre seule contre une grande menace comme la Russie. Cela réduit la crédibilité d'une « autonomie stratégique » européenne, car pour l'instant, l'écart entre les deux puissances est trop important.

C. Limites du budget européen commun pour la défense

L'Union européenne dispose d'outils financiers pour soutenir la défense, mais ces budgets restent relativement limités comparés aux besoins opérationnels et aux dépenses nationales. Le principal instrument est la Facilité européenne de paix (European Peace Facility, EPF), qui permet de financer des missions militaires et des équipements pour les pays partenaires. Pour 2024, le budget de l'EPF s'élève à 5,5 milliards d'euros, ce qui paraît important, mais reste faible face aux dépenses nationales. Par exemple, la France dépense 45,9 milliards d'euros en défense en 2024 et l'Allemagne 51,8 milliards ([Eurostat, 2025](#)).

La Commission européenne a aussi mis en place le Fonds européen de défense (European Defence Fund, EDF) pour soutenir l'innovation militaire et la coopération industrielle. Le budget du Fonds pour 2021-2027 est de 8 milliards d'euros, dont 4,3 milliards sont déjà alloués à des programmes de recherche et de développement. Ces montants permettent de lancer des projets transnationaux, mais restent limités

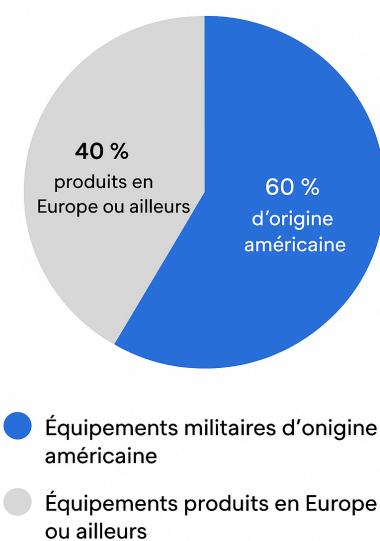
pour développer des systèmes lourds comme des avions de combat ou des systèmes antimissiles.

Cette situation crée des contradictions pour les délégations nationales : certains pays, comme la Pologne ou la Suède, souhaitent accélérer l'autonomie stratégique européenne et sont favorables à un budget plus ambitieux. D'autres, comme la Hongrie ou la Grèce, privilégient encore des programmes nationaux ou l'intégration dans l'OTAN, craignant que des dépenses européennes supplémentaires ne viennent diluer la solidarité transatlantique.

En résumé, le budget européen pour la défense existe, mais il reste symbolique à l'échelle des ambitions d'autonomie stratégique. Il sert surtout à stimuler la coopération industrielle et technologique, plutôt qu'à financer des opérations de grande envergure. L'UE dépend donc encore largement des dépenses nationales et du soutien américain pour maintenir sa capacité opérationnelle.

D. Dépendance envers l'industrie et la technologie américaines

Origine des équipements militaires utilisés en Europe



Enfin, un obstacle majeur à l'autonomie européenne est la dépendance vis-à-vis de l'industrie militaire américaine. Beaucoup de pays européens choisissent d'acheter des armes américaines, car elles sont immédiatement disponibles et très performantes. C'est le cas par exemple avec les avions de chasse F-35, qui ont été achetés par plusieurs pays européens, alors même que l'Europe développe son propre projet d'avion de combat (le SCAF, entre la France, l'Allemagne et l'Espagne). De la même manière, pour les systèmes antimissiles, les satellites ou les technologies de pointe comme les drones, l'Europe est en retard et doit souvent se tourner vers les États-Unis. Cela pose un double problème : d'abord, l'argent dépensé va

renforcer l'industrie américaine au lieu de soutenir l'industrie européenne. Ensuite, cela rend l'Europe dépendante des choix technologiques et stratégiques américains. Si Washington décide de limiter ses ventes ou de changer ses conditions, l'Europe n'a pas toujours d'alternative. Ce retard industriel et technologique est aussi lié à la division entre les pays européens. Chaque État a tendance à soutenir son industrie nationale plutôt que de coopérer avec les autres. Par exemple, il existe encore

plusieurs fabricants européens de chars, de navires ou d'avions, qui se font concurrence au lieu de travailler ensemble. Cela fragmente le marché, réduit les économies d'échelle et ralentit les grands projets. En résumé, l'Union européenne fait face à des obstacles importants pour construire une vraie capacité de défense autonome. Les budgets militaires sont inégalement répartis et mal coordonnés, les États-Unis dépensent beaucoup plus que l'Europe et assurent encore une grande partie de sa sécurité, le budget commun de l'UE reste limité et les industries européennes manquent d'unité face à la concurrence américaine.

Ces difficultés montrent que l'Europe n'est pas encore prête à se défendre seule. Pourtant, si elle veut gagner en crédibilité et réduire sa dépendance, elle devra trouver des solutions pour mieux coordonner ses dépenses, investir ensemble et rattraper son retard technologique

IV. DONNÉES ET ENJEUX CONTEMPORAINS

A. Évolution des menaces et nécessité d'une autonomie accrue

Multiplication et complexification des menaces dans l'espace euro-atlantique

Depuis plusieurs années, l'environnement stratégique de l'OTAN s'est profondément dégradé. La guerre en Ukraine a rappelé de manière brutale que des conflits militaires conventionnels de haute intensité, impliquant chars, artillerie et bombardements, restent possibles sur le continent européen. Ce conflit a confirmé la pertinence de l'OTAN comme cadre central de la défense collective, tout en révélant certaines limites capacitaire des alliés européens, longtemps habitués à s'appuyer prioritairement sur les moyens américains.

Menaces hybrides et sécuritaires au cœur des préoccupations de l'OTAN

Au-delà de la menace russe, l'OTAN est confrontée à un spectre de risques de plus en plus large. Le terrorisme demeure une préoccupation majeure pour l'Alliance, comme l'ont illustré les attentats survenus dans plusieurs États membres au cours de la dernière décennie. Les cyberattaques occupent également une place croissante dans la doctrine de l'OTAN, ciblant aussi bien les institutions publiques que les infrastructures critiques, telles que les hôpitaux ou les réseaux de transport. À cela s'ajoutent les effets indirects de l'instabilité persistante dans le voisinage sud de l'Alliance, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, générant des crises migratoires et des tensions géopolitiques aux répercussions sécuritaires pour l'ensemble de l'espace euro-atlantique.

Renforcement des capacités alliées sans remise en cause du cadre otanien

Face à cette accumulation de menaces, le débat ne porte pas sur l'abandon de l'OTAN, mais sur la capacité des alliés européens à assumer davantage de responsabilités au sein de l'Alliance. Le renforcement des capacités européennes est présenté comme une nécessité afin de permettre à l'OTAN de réagir plus rapidement et plus efficacement, y compris dans des situations où l'engagement direct des États-Unis pourrait être limité ou différé. L'enjeu central reste toutefois la préservation de la cohérence stratégique de l'Alliance, afin d'éviter une dépendance excessive aux décisions de Washington sans pour autant affaiblir le rôle de l'OTAN comme pilier fondamental de la sécurité euro-atlantique.

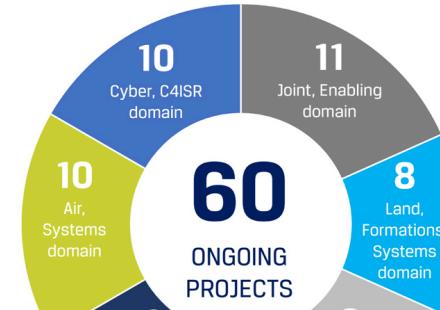
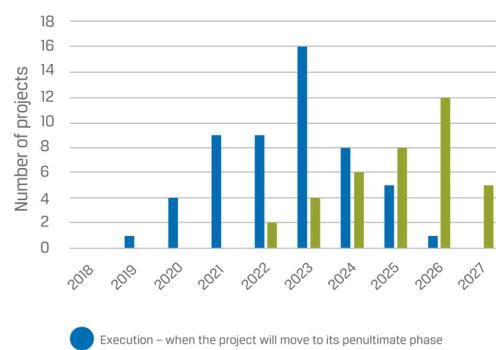
B. Défis de mutualisation des efforts (PESCO, Facilité européenne de paix)

Face à ces dangers, l'Union européenne a mis en place plusieurs initiatives pour mieux coopérer. La plus importante est la PESCO (Permanent Structured Cooperation), lancée en 2017. Son objectif est de rassembler les pays qui veulent aller plus loin dans la défense commune, en lançant des projets conjoints (par

exemple sur la formation des soldats, la cybersécurité ou les équipements militaires). La PESCO est une avancée intéressante, mais elle souffre encore d'un manque de coordination et de volonté politique. Chaque pays garde ses priorités nationales et les projets n'avancent pas tous à la même vitesse.

Chart: PESCO projects per domain

Chart: Expected progress of projects



Une autre initiative est la Facilité européenne de paix, créée en 2021. Cet instrument permet de financer des actions militaires en dehors de l'Union, comme l'envoi de matériel ou l'entraînement de forces étrangères partenaires. Par exemple, elle a servi à fournir des armes à l'Ukraine après l'invasion russe. Cette facilité est un pas important, car elle montre que l'UE peut agir ensemble sur des enjeux de sécurité mondiale. Mais là encore, les moyens financiers restent limités et dépendent de la contribution des États membres. Le vrai défi, c'est que les Européens dépensent beaucoup pour la défense en cumulé (plus de 200 milliards d'euros par an), mais souvent de manière dispersée et inefficace. Si ces budgets étaient mieux mutualisés, l'UE pourrait développer de grandes capacités militaires communes, comparables à celles des États-Unis. Mais cela demande une confiance politique et une solidarité entre États membres qui n'est pas encore complètement acquise.

C. Opinion publique européenne face à la défense autonome

Un autre facteur important est l'opinion publique. La construction d'une défense européenne ne dépend pas seulement des gouvernements, mais aussi de l'adhésion des citoyens. Or, les Européens ne partagent pas tous la même vision de la défense.

Dans certains pays, comme la France, une majorité de citoyens soutient l'idée d'une Europe plus autonome et capable de se défendre seule. En revanche, dans des pays plus proches de la Russie, comme la Pologne ou les pays baltes, la population

fait davantage confiance à l'OTAN et aux États-Unis, et craint que l'autonomie européenne affaiblisse la solidarité transatlantique.

Il existe aussi des différences culturelles : dans certains pays, l'armée est valorisée et perçue comme une garantie de sécurité, tandis que dans d'autres, l'opinion publique reste méfiante vis-à-vis des dépenses militaires, préférant que l'argent aille

vers la santé, l'éducation ou l'environnement.

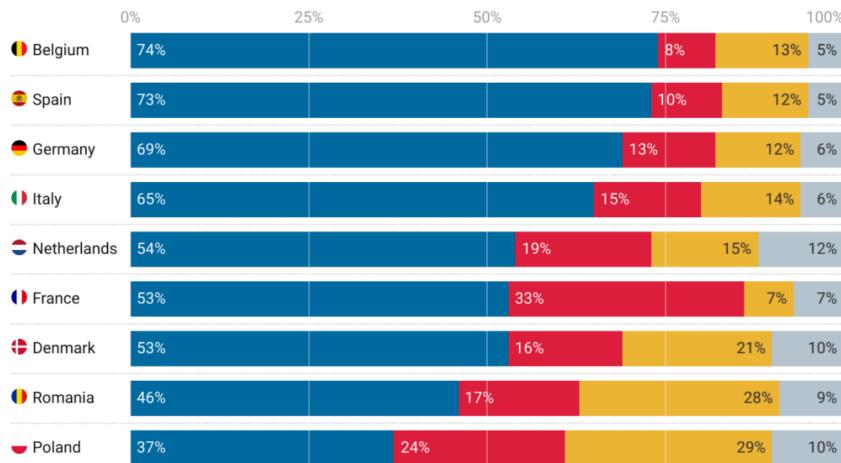
"In terms of defence, which of the following solutions do you think is the best to ensure the security of your country?"

■ A European defence, with a common army for the countries of the European Union

■ A national army, organised solely at the level of your country

■ An international alliance, such as NATO, benefiting from the protection of the United States

■ Don't know



Study conducted from 11 to 14 March via the internet using the CAWI method, among 10,572 people.

Chart: Le Grand Continent • Source: Cluster17

(sondage « Eurobazooka » du Groupe d'études géopolitiques) : Les Européens font davantage confiance à une armée européenne commune (60 %) qu'à une armée nationale (19 %), tandis que l'OTAN recueille seulement 14 % de confiance

Enfin, les sondages montrent que les citoyens européens sont globalement favorables à plus de coopération en matière de défense, mais ils restent divisés sur la manière de l'organiser. Certains craignent que cela coûte trop cher, d'autres redoutent une perte de souveraineté nationale. Convaincre l'opinion publique est donc un enjeu essentiel, car sans son soutien, les gouvernements hésiteront à investir davantage dans la défense européenne.

En conclusion, les menaces actuelles rappellent à l'Europe l'urgence de renforcer sa sécurité et de réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis. Les initiatives comme la PESCO ou la Facilité européenne de paix montrent que des progrès sont possibles, mais elles restent limitées par le manque de coordination et de volonté commune. Enfin, l'opinion publique joue un rôle décisif : sans une adhésion claire des citoyens, les projets de défense autonome risquent de rester bloqués.

Cette partie met donc en évidence que l'autonomie européenne n'est pas seulement une question militaire ou financière, mais aussi politique et sociale. L'avenir de la défense commune dépendra de la capacité des Européens à unir leurs efforts tout en gardant le soutien de leurs populations.

V. Complémentarité ou concurrence: quel avenir pour la relation UE-OTAN ?

A. Une autonomie bénéfique pour la sécurité collective

Combler les lacunes capacitaires

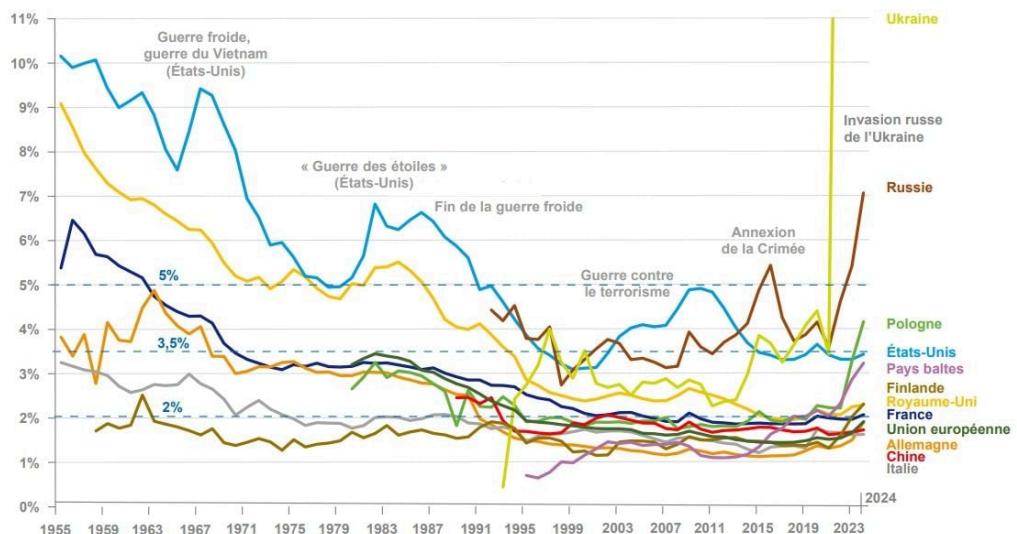
Depuis l'agression russe contre l'Ukraine, les pays de l'OTAN ont pris conscience de la nécessité d'accroître leurs investissements dans la défense et de renforcer davantage leur coopération au sein de l'Alliance. Bien que l'Europe dépende de l'OTAN, elle peut renforcer des compétences dans des domaines où l'Alliance est moins performante. Il est primordial de consolider la BITDE (Base Industrielle et Technologique de Défense Européenne) et d'investir dans des capacités clés, telles que le ravitaillement aérien ou la mobilité stratégique, afin de réduire la dépendance extérieure. La coopération entre pays membres, notamment en recherche et développement, permet de partager coûts et risques, tandis que l'assouplissement des règles relatives aux marchés publics et aux transferts technologiques facilite la réalisation des projets. Le financement de technologies innovantes, comme l'intelligence artificielle et le calcul quantique, prépare la défense européenne à relever les défis de demain. L'autonomie stratégique repose sur un effort collectif destiné à combler les lacunes capacitaires, à renforcer la BITDE et à favoriser une coopération efficiente, augmentant ainsi la résilience et la crédibilité militaire et technologique de l'UE.



Meilleure répartition du fardeau sécuritaire

Le partage du fardeau sécuritaire demeure un enjeu capital. Bien que les budgets de défense européens aient augmenté, de nombreux États atteignent à peine l'objectif des 2 % du PIB, causant des critiques américaines. Ce partage implique un effort financier, ainsi que le développement de capacités modernes, l'amélioration de l'interopérabilité et le soutien à la BITDE. La Coopération Structurée Permanente (CSP) et le Fonds Européen de Défense (FED) encouragent des projets communs visant à renforcer l'autonomie européenne tout en consolidant l'efficacité de l'OTAN.

Il est essentiel de clarifier les rôles respectifs de l'UE et de l'OTAN afin d'éviter les redondances. Si les États-Unis demeurent un acteur clé, leur appel à un renforcement de l'engagement européen traduit une tendance durable : l'Europe doit prendre en charge davantage sa propre défense. Un équilibre entre autonomie européenne et coopération transatlantique est indispensable pour assurer une répartition équitable des charges et la stabilité à long terme du continent.



Notes : avec 34 % en 2024, la courbe de l'Ukraine est hors graphique. Les données pour l'UE évoluent avec l'entrée et la sortie des pays dans l'Union, en 1970, les dépenses de défense de la France (en bleu foncé) représentaient 3,5 % de son PIB.

Source : d'après SIPRI et FMI

Crédibilité accrue

Dans le partenariat UE-OTAN, la crédibilité est centrale pour la sécurité euro-atlantique : elle dépend de la capacité à dissuader efficacement et à intervenir efficacement face aux crises. Les incertitudes sur l'engagement américain sous la présidence Trump ont incité l'Europe à renforcer son pilier de défense. L'alliance combine la défense collective de l'OTAN et la gestion de crise de l'UE, renforçant ainsi la répartition des responsabilités et l'interopérabilité des forces. La CSP et le FED soutiennent l'autonomie stratégique européenne tout en consolidant l'efficacité de l'OTAN. Selon la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques, un pilier européen solide est indispensable pour préserver la crédibilité de l'Alliance face à la Russie, aux menaces hybrides et aux enjeux méditerranéens. Jens Stoltenberg rappelle que cette crédibilité dépend de l'engagement concret des États membres et de leur capacité à agir de manière coordonnée et efficace.

B. Les risques de fragmentation et de fragilisation de l'Alliance

Méfiances persistantes au sein de l'Alliance atlantique

Malgré sa solidité institutionnelle et son rôle central dans la sécurité euro-atlantique, l'OTAN n'échappe pas à des formes de méfiance internes. Les prises de position de l'administration Trump ont durablement marqué les perceptions, en introduisant des incertitudes sur la constance de l'engagement américain. Cette défiance se reflète dans certaines opinions publiques : en Finlande, par exemple, seuls 32 % des citoyens considèrent aujourd'hui l'OTAN comme une dissuasion pleinement crédible face à une agression, contre 53 % en 2023. L'élargissement récent de l'Alliance, s'il renforce sa profondeur stratégique, accentue également la diversité des perceptions nationales et les divergences quant à la fiabilité collective de la dissuasion otanienne.

Crainte d'un affaiblissement de la garantie américaine

Les critiques récurrentes de Washington concernant l'insuffisance des budgets de défense européens, combinées aux ambiguïtés entretenues autour de l'article 5, ont ravivé la crainte d'un désengagement partiel des États-Unis. En 2014, seuls trois alliés atteignent l'objectif de 2 % du PIB consacré à la défense, contre vingt-trois en 2024, signe d'une prise de conscience progressive mais tardive. Le sommet de La Haye en 2025, en fixant un nouvel objectif ambitieux de 5 % d'ici 2035, illustre la volonté américaine de pousser les alliés à assumer une part accrue du fardeau, dans un contexte de possible recentrage stratégique des États-Unis vers l'Asie et de multiplication des crises au Moyen-Orient.

Adaptation de l'OTAN et redistribution des responsabilités

Face à ces évolutions, l'OTAN demeure le cadre central de la dissuasion et de la défense collective, mais accepte une répartition plus flexible des responsabilités entre alliés. Les initiatives européennes, telles que le programme « Readiness 2030 », doté d'un budget de 800 milliards d'euros, s'inscrivent ainsi dans une logique de renforcement du pilier européen de l'Alliance plutôt que de substitution. Le transfert partiel de la coordination de l'aide militaire à l'Ukraine depuis l'OTAN vers une structure européenne témoigne de cette adaptation pragmatique : l'Alliance conserve son rôle stratégique global, tandis que certains alliés prennent en charge des fonctions opérationnelles spécifiques afin de préserver la cohérence et la crédibilité du dispositif otanien.



Clivages stratégiques au sein de l'Alliance atlantique

Les États membres de l'OTAN ne partagent pas une vision homogène de la sécurité et de la défense collective. Certains alliés d'Europe occidentale, au premier rang desquels la France, défendent l'idée d'un renforcement des capacités européennes afin d'accroître la marge d'action des Européens au sein de l'Alliance. À l'inverse, les États d'Europe centrale et orientale, tels que la Pologne ou les pays baltes, privilégient clairement le maintien d'une protection directe assurée par les États-Unis, considérée comme la garantie la plus crédible face à la Russie, notamment en raison de la dissuasion nucléaire américaine intégrée à l'OTAN.

Renforcement des divergences depuis 2022

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a accentué ces divergences stratégiques. Pour les alliés les plus exposés à la menace russe, le conflit a confirmé la primauté absolue de l'OTAN comme cadre de sécurité, renforçant leur réticence à toute initiative susceptible de détourner des ressources ou de l'attention de l'Alliance. Ces perceptions contrastées influencent l'engagement variable des États dans des dispositifs portés par l'Union européenne, tels que la Coopération structurée permanente ou la Boussole stratégique, perçus tantôt comme un complément utile, tantôt comme un facteur potentiel de dilution de l'effort otanien.

Autonomie européenne et cohérence de l'OTAN

Dans ce contexte, la perspective d'une autonomie stratégique européenne accrue suscite des interrogations quant à la cohérence globale du dispositif de défense occidental. Certains alliés redoutent qu'un approfondissement de cette autonomie ne fragilise l'unité stratégique de l'OTAN en accentuant les lignes de fracture internes. Pour l'Alliance, l'enjeu majeur demeure donc la capacité à intégrer des initiatives européennes différencierées sans remettre en cause la crédibilité de la dissuasion collective ni la fiabilité perçue de l'OTAN comme pilier central de la sécurité euro-atlantique.

VI) BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE

<https://www.pesco.europa.eu/pressmedia/development-delivery-and-determination-pesco-forging-ahead/>

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Government_expenditure_on_defence

<https://fr.statista.com/infographie/8512/depenses-militaires-des-pays-membres-otan-et-niveau-en-pourcentage-du-pib/>

<https://www.defense.gouv.fr/economie-guerre-produire-plus-plus-vite-defi/infographie-zoom-base-industrielle-technologique-defense>

<https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/comment-financer-le-rearmement-et-nos-autres-priorites-dici-2030>

<https://www.globalcapital.com/article/2emijvy1sowsft4lg9t6o/people-and-markets/leader/the-eu-can-call-its-defence-plan-what-it-wants-it-probably-wont-work>

<https://www.grip.org/la-boussole-strategique-de-lue-repond-elle-aux-enigmes-existielles-de-la-defense-europeenne/>

<https://lanouvelletribune.info/2025/04/otan-ce-pays-europeen-est-desormais-mefiant/>

https://www.liberation.fr/international/europe/au-sommet-de-lotan-la-crainte-dun-des-engagement-americain-20250624_BQYPF7FFABC7PCP6WUVQ6YYGE/

<https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2025-03-04/otan/les-craintes-d-un-desengagement-americain.php>

https://www.challenges.fr/monde/desengagement-de-trump-lotan-a-lepreuve-dune-nouvelle-donne-strategique_605948

https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Sommet_de_l%27OTAN_de_2025?utm_source=chatgpt.com

<https://fr.euronews.com/my-europe/2024/02/14/nous-ne-devons-pas-compromettre-la-credibilite-de-lotan-en-matiere-de-dissuasion-assure-je>
<https://fmes-france.org/renforcer-le-pilier-europeen-de-lotan/>

<https://ecodef-ihedn.fr/union-europeenne-partage-fardeau-de-la-defense/>

<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article-cahier.php?carticle=489&cidcahier=1291>

<https://operationnels.com/2025/03/13/securite-et-defense-europeennes-vers-un-partage-equitable-du-fardeau-entre-les-deux-rives-de-latlantique/>

<https://www.iris-france.org/186244-europeaniser-lotan-une-utopie-ou-une-evidente-necessite-pour-les-europeens-2/>

https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Sommet_de_l%27OTAN_de_2025?utm_source=chatgpt.com

https://www.eeas.europa.eu/eeas/de-l'intérêt-de-l-autonomie-stratégique-européenne_fr

https://www.eeas.europa.eu/eeas/de-l%E2%80%99int%C3%A9r%C3%AAt-de-l-autonomie-strat%C3%A9gique-europ%C3%A9enne_fr

https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_236705.htm?utm_source=chatgpt.com